

Monsanto bientôt enrichie grâce aux programmes en faveur du climat?

Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises: nous sommes plutôt inquiets des solutions proposées dans le cadre des négociations sur le climat. Elles seraient peut-être plus à craindre que le changement climatique lui-même.

À l'occasion de la journée internationale de l'alimentation du 16 octobre, nous avons tenu à ce que «le train contre la faim», organisé par les ONG suisses, fasse halte à Morges, ville où se situe le siège de Monsanto. En voici les raisons.



Le train reliant Genève à Delémont.

Monsanto est bien connue comme firme ayant commercialisé le round up puis développé un certain nombre

d'OGM résistant à son herbicide. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'elle est en passe d'obtenir des crédits carbone par le biais des «mécanismes de développement propre».

Elle pourrait avoir accès à un marché de plusieurs milliards de dollars... pour promouvoir de fait son soja transgénique. Comment cette multinationale a réussi ce tour de passe-passe? Grâce à un lobby puissant, la technique du «semis-direct» pourrait être éligible pour les fameux crédits carbone sous prétexte qu'elle ménage le sol. Or, l'immense majorité du soja transgénique cultivé dans l'hémisphère sud est semé par semis-direct (ou, dans le cas d'espèce, cela s'apparente plutôt à un labour chimique). Cet argent servirait donc à soutenir une agriculture «sans paysan» puisque de telles techniques permettent, en un seul passage, de semer, épandre l'herbicide et l'engrais. 2 personnes suffisent à cultiver 1000 ha. S'il n'est pas question ici de remettre en cause la technique du semis-direct, il serait indispensable que la FAO et

les gouvernements fassent le tri entre un semis-direct raisonné et un labour chimique en faveur des monocultures transgéniques de soja.

Parallèlement, la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) a récemment accepté dans le «mécanisme de développement propre», un procédé qui se base essentiellement sur une bactérie du sol transgénique inoculée au soja et brevetée par Monsanto. Du coup Monsanto vend la plante, la bactérie et l'herbicide. Et ceci sous les applaudissements de l'ONU...

Un coup de maître de Monsanto

Depuis quelques années, le WWF international cautionne un lobby nommé «table ronde pour le soja durable» (roundtable for sustainable soy). Cette plateforme est soutenue par différents organismes dont près de chez nous: la Coop, le WWF Suisse, le Seco, Syngenta, etc. C'est à cette même époque

que la Coop a développé les critères de Bâle pour un soja responsable, en collaboration avec le WWF Suisse et la Fenaco. L'objectif était de mettre sur pied pour le bétail suisse une filière intégrant du soja non transgénique, cultivé sur des terres n'ayant pas nécessité de défrichage.

Dans un document de 2006, le WWF Suisse confirmait le rôle majeur du WWF Suisse et de Coop dans la tenue de la première conférence de «la table ronde pour le soja responsable» au Brésil.

Or, selon nos sources, en 2009, cette table ronde a développé des critères pour faire reconnaître le soja round up ready comme une pratique responsable pouvant ainsi être éligible pour des crédits carbone!

D'où la question: que fait encore Coop dans cette table ronde?

Et la remarque inévitable: comment le WWF Suisse et le WWF international continuent de cautionner ce lobby en quête de légitimité?

Valentina Hemmeler Maïga


uniterre
LE MAGAZINE AGRICOLE INDÉPENDANT

www.uniterre.ch

Responsable du journal:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Imprimerie, annonces:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix
et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26
Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Patricia Gallet, 1564 Domdidier Tél. 026 675 16 46,
Fax 026 675 16 36, p.gallet@uniterre.ch
Fr. 150.- par an, CCP 17-6872-4, Banque Raiffaisen,
Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»: Jacques Barras, la Grande Planche, 1698 Bouloz

Commission Internationale:
Rudi Berli, 8 rue Lissignol, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, r.berli@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina:
Valentina Hemmeler Maïga, 021 601 74 67
Plateforme agriculture contractuelle:
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67
Commission grandes cultures et viande:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch